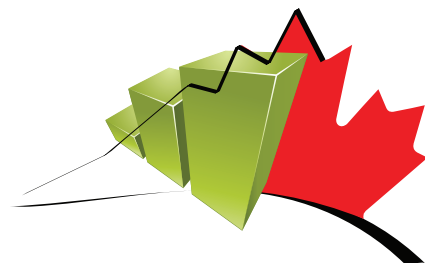


Développements récents de l'économie canadienne : hiver 2022



par Sean Clarke et Guy Gellatly

Date de diffusion : le 23 mars 2022

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Programme des services de dépôt

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • Service de renseignements | 1-800-635-7943 |
| • Télécopieur | 1-800-565-7757 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2022

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Développements récents de l'économie canadienne : hiver 2022

par Sean Clarke et Guy Gellatly

DOI : <https://doi.org/10.25318/36280001202200300004-fra>

Cet article présente un résumé intégré des récents changements survenus dans la production, les prix à la consommation et l'emploi. Il souligne les variations observées dans les données économiques au cours du deuxième semestre de 2021 et au début de 2022. Il s'appuie également sur de nouvelles sources de données permettant d'évaluer les conditions économiques auxquelles doivent faire face les entreprises à mesure que la pandémie de COVID-19 continue d'évoluer. Cet article se fonde sur des données accessibles au public en date du 11 mars 2022.

Des renseignements mensuels sur l'évolution des marchés gouvernementaux, commerciaux et financiers, y compris les mesures de santé publique liées à la pandémie, sont disponibles à la page [Nouvelles économiques canadiennes](#) (Statistique Canada s.d.). Pour obtenir un aperçu récent de l'évolution de la situation sociale et économique pendant la pandémie, voir [La COVID-19 au Canada : le point de fin d'année sur les répercussions sociales et économiques](#) (Statistique Canada 2021) et [La COVID-19 au Canada : le point sur les répercussions sociales et économiques après deux ans](#) (Statistique Canada 2022). Des commentaires mensuels sur l'évolution de l'économie relativement à la COVID-19 figurent à la page [Tableau de bord sur l'économie du Canada et la COVID-19](#) (Statistique Canada s.d.)

Aperçu

La reprise économique s'est renforcée au cours du deuxième semestre de 2021. La production s'est redressée pour atteindre, au quatrième trimestre, les niveaux observés avant la pandémie de COVID-19. L'accumulation de stocks par les entreprises, l'augmentation des volumes d'exportation et la hausse des investissements résidentiels et non résidentiels ont contribué à renforcer l'activité économique à la fin de l'année. L'emploi a augmenté de façon marquée au cours du deuxième semestre, alors que le chômage et la sous-utilisation de la main-d'œuvre suivaient une tendance à la baisse vers leurs niveaux pré-pandémiques. Les pénuries de main-d'œuvre et la hausse des coûts des intrants continuent d'assombrir les perspectives commerciales. L'inflation globale des prix à la consommation s'est accélérée au deuxième semestre, dépassant pour la première fois en plus de 30 ans la barre des 5 % au début de 2022.

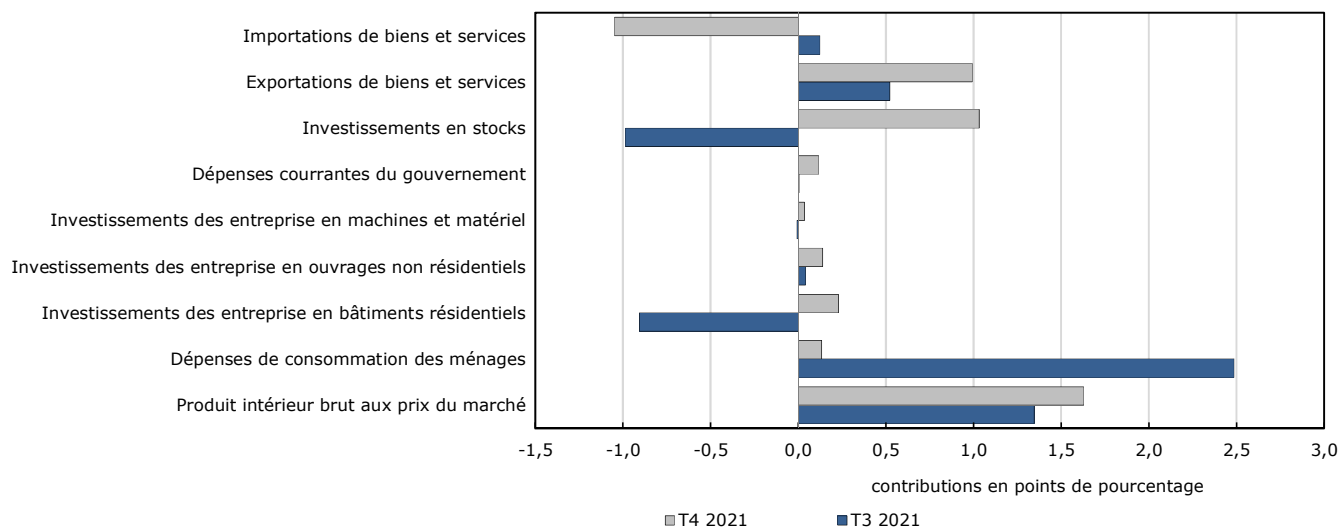
Auteurs :

Sean Clarke et Guy Gellatly travaillent à la division de l'analyse stratégique, publications et formation, Direction des études analytiques et de la modélisation, Statistique Canada.

La croissance économique se renforce à mesure que les exportations et les investissements se rétablissent

Au quatrième trimestre, le produit intérieur brut réel a augmenté de 1,6 %, après avoir progressé de 1,3 % au troisième trimestre. Les stocks accumulés ont grandement contribué à la croissance à la fin de 2021, les secteurs de la fabrication et du commerce de gros ayant augmenté leurs stocks (graphique 1).

Graphique 1
Contributions à la croissance du PIB réel, certaines composantes



Notes: Les données sur le produit intérieur brut sont des taux de croissance trimestriels; toutes les autres données sont des contributions en points de pourcentage aux taux de croissance trimestriels du PIB réel.

Source: Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.

Les volumes des échanges ont augmenté à la fin de 2021; les exportations et les importations ont affiché leur plus forte augmentation trimestrielle depuis que l'économie s'est remise des premières mesures de confinement. Les exportations totales ont augmenté de 3,2 % au quatrième trimestre, en hausse par rapport à 1,7 % au troisième trimestre. Les exportations de biens ont augmenté de 2,5 %, principalement en raison de l'augmentation des expéditions de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles. Bien que les exportations de voitures particulières et de camions légers aient augmenté à la fin de l'année, leurs volumes sont demeurés en baisse du quart par rapport aux niveaux pré-pandémiques, car les perturbations de l'approvisionnement continuent d'exercer une pression sur les constructeurs automobiles et les fournisseurs de pièces. L'augmentation des expéditions de biens de consommation, de minerais métalliques et de minéraux non métalliques ainsi que de produits énergétiques a également contribué à renforcer les exportations globales au quatrième trimestre.

Malgré les hausses enregistrées au cours de cinq des six derniers trimestres, les exportations de biens sont demeurées inférieures de 4 % aux niveaux observés avant la pandémie de COVID-19. Les exportations de services, soutenues par les recettes provenant des services de voyage à la suite de l'assouplissement des restrictions des déplacements transfrontaliers, ont augmenté de façon constante au cours du deuxième semestre, mais sont demeurées inférieures de 12 % à leur niveau de référence pré-pandémique.

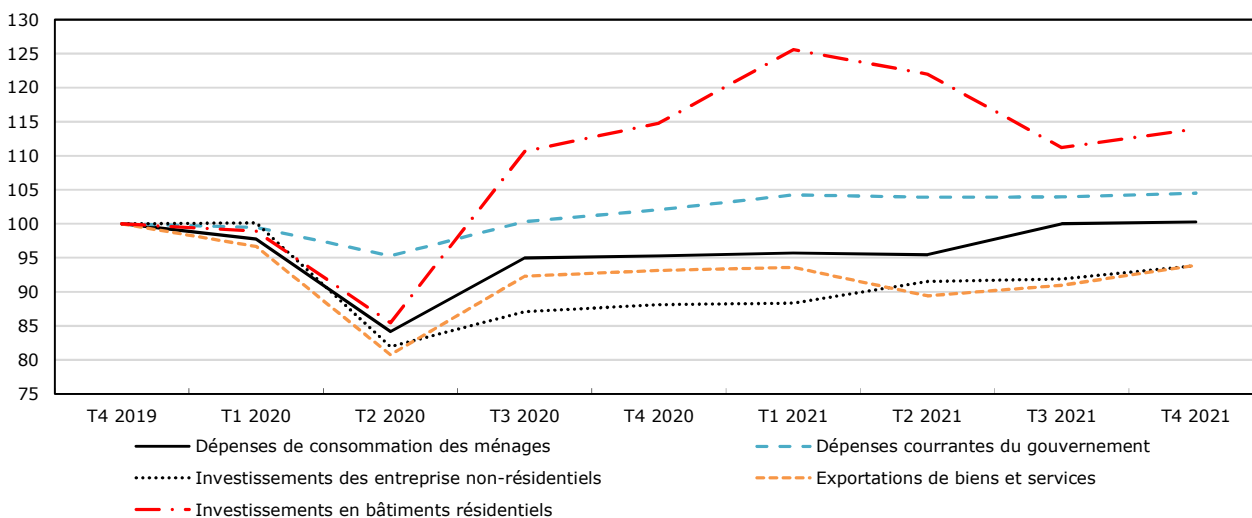
Après avoir légèrement diminué au troisième trimestre, les volumes totaux d'importation ont augmenté de 3,4 % au quatrième trimestre, principalement en raison de l'augmentation de la production de véhicules automobiles et de pièces. L'augmentation des importations de produits de consommation, de minerais métalliques et de matériel de communication a également appuyé la hausse des importations globales.

L'investissement non résidentiel des entreprises continue de se rétablir. Les dépenses combinées en structures et en machines et équipement (M et E) ont augmenté pendant six trimestres consécutifs et, fin 2021, elles étaient inférieures de 6 % aux niveaux pré-pandémiques (graphique 2). Les dépenses relatives aux structures non résidentielles ont augmenté de 2,7 % au quatrième trimestre, mais demeurent inférieures de 10 % aux niveaux observés fin 2019. L'investissement des entreprises dans les M et E, appuyé par l'augmentation des dépenses en matériel de communication, a également augmenté à la fin de l'année; il s'est redressé pour atteindre les niveaux observés avant la pandémie de COVID-19. Les dépenses en produits de propriété intellectuelle ont diminué pour un deuxième trimestre consécutif.

Après avoir baissé pendant deux trimestres, l'investissement dans le logement a augmenté à la fin de l'année, surtout en raison d'une augmentation d'au moins 10 % des coûts de transfert de propriété au moment du renforcement de l'activité de revente. L'activité de rénovation a également légèrement augmenté après avoir fortement diminué au troisième trimestre. Fin 2021, les investissements totaux en logement de la part des entreprises étaient supérieurs de 14 % à ce qu'ils étaient avant la pandémie.

Graphique 2
Produit intérieur brut réel, agrégats sélectionnés

indice
(T4 2019=100)



Note: T1=premier trimestre.

Source: Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.

Après avoir enregistré une forte hausse au troisième trimestre par suite de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19, les dépenses des ménages ont légèrement augmenté (+0,2 %) au quatrième trimestre, la hausse des dépenses en services ayant contrebalancé la baisse des dépenses en biens. Les dépenses à l'étranger des Canadiens ont augmenté, tandis que les dépenses dans les services de restauration ont diminué à la suite du resserrement des restrictions en réponse au variant Omicron à la fin de l'année. Les dépenses totales des ménages, soutenues par des dépenses plus élevées en biens au cours de la pandémie, ont augmenté pour revenir à leur niveau de référence pré-pandémique.

Le PIB nominal a augmenté de 3,3 % au quatrième trimestre, en hausse par rapport à la hausse de 2,5 % enregistrée au troisième trimestre. Les termes de l'échange au Canada se sont améliorés à la fin de l'année, principalement en raison de la hausse des prix à l'exportation du pétrole brut. Le revenu intérieur brut réel, qui tient compte des variations des termes de l'échange et mesure le pouvoir d'achat de la production intérieure, a augmenté de 2,0 % au quatrième trimestre et a dépassé la croissance du PIB réel au cours de cinq des six derniers trimestres.

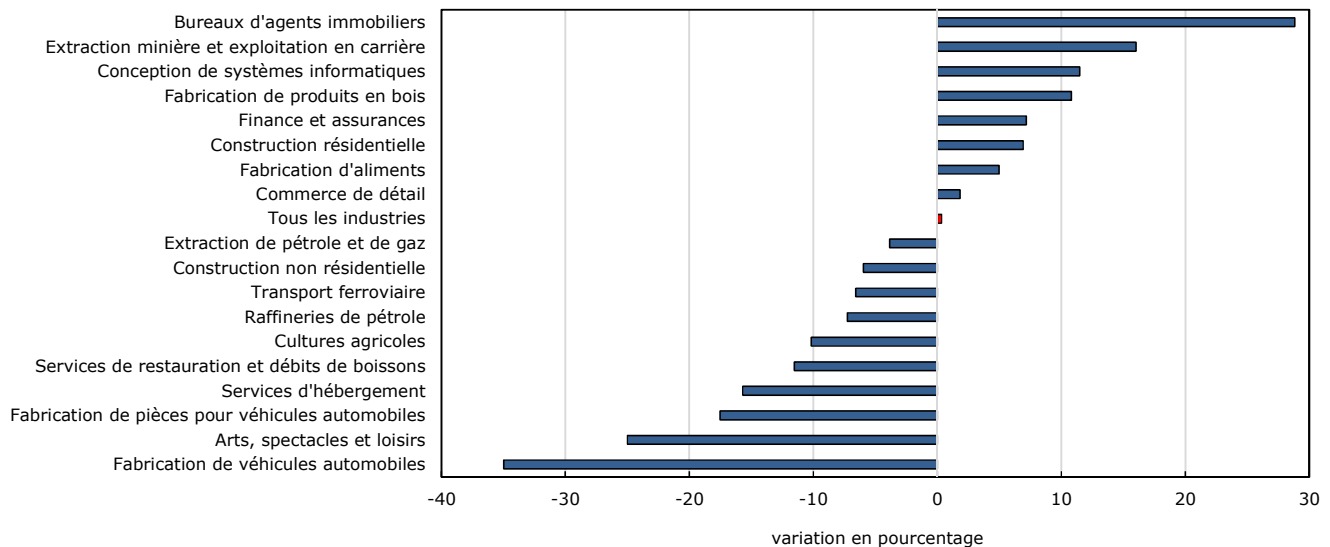
Pour l'ensemble de 2021, le PIB réel du Canada a enregistré une hausse de 4,6 % après avoir affiché un recul de 5,2 % en 2020. Le PIB réel des États-Unis a augmenté de 5,7 % en 2021, après avoir diminué de 3,4 % en 2020.

La production à l'échelle de l'économie se redresse pour atteindre les niveaux observés avant la pandémie de COVID-19

La production économique a augmenté de façon constante de juin à novembre, et elle est revenue aux niveaux observés avant la pandémie de COVID-19 dix-neuf mois après les premières mesures de confinement de mars et d'avril 2020. La production était essentiellement inchangée en décembre, le resserrement des restrictions liées au variant Omicron ayant exercé une pression sur l'activité des entreprises traitant directement avec les clients. Dans l'ensemble, la croissance de la production au quatrième trimestre a été généralisée, 18 des 20 principaux secteurs industriels ayant affiché des hausses.

La production des usines a rebondi à la fin de l'année, stimulée par l'augmentation de la production des constructeurs d'automobiles et des fournisseurs de pièces. La production mensuelle des usines de montage a augmenté de façon constante après septembre, à mesure que les interruptions de production ont diminué, mais elle est demeurée, à la fin de l'année, inférieure de près du tiers aux niveaux pré-pandémiques (graphique 3). En décembre, la production manufacturière totale était en baisse de 1,5 % par rapport aux niveaux observés en février 2020.

Graphique 3
Comparaison entre la production actuelle et le niveau antérieur à la pandémie (février 2020 à septembre 2021)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0434-01.

Bien que l'activité du commerce de gros ait augmenté de façon constante d'août à décembre, les volumes des ventes au détail ont diminué à la fin de l'année, l'activité dans les magasins traditionnels ayant été plus faible. Les ventes dans les magasins de vêtements et de meubles ont été fortement touchées par les restrictions liées au variant Omicron, comme elles l'ont aussi été plus tôt au cours de la pandémie lors du resserrement des mesures de santé publique en réponse aux variants Bêta et Gamma.

La construction d'habitations a diminué de façon prononcée après avoir enregistré une hausse marquée au début de l'année. Après avoir atteint un sommet en avril, la construction de bâtiments résidentiels a affiché six baisses au cours des huit mois suivants, et elle a terminé l'année 7 % au-dessus des niveaux observés avant la pandémie de COVID-19 (l'activité au sommet d'avril était supérieure du quart à son niveau de référence pré-pandémique).

Bien que l'activité des agents et des courtiers immobiliers ait également diminué après le rebond des marchés de l'habitation au printemps, l'activité a augmenté en octobre au fur et à mesure de la reprise de l'activité de revente. À la suite de deux baisses modestes à la fin de l'année, l'activité des agents et des courtiers est demeurée supérieure de près de 30 % aux niveaux pré-pandémiques.

Le transport ferroviaire a diminué à la fin de l'année, les inondations en Colombie-Britannique ayant eu des répercussions sur les chargements ferroviaires dans l'Ouest canadien. Malgré un rétablissement constant du transport aérien parallèlement à la reprise des voyages intérieurs et internationaux, les volumes demeurent durement touchés par les restrictions des déplacements transfrontaliers. En dépit de neuf augmentations mensuelles consécutives, la production de l'industrie du transport aérien à la fin de l'année était inférieure de plus de la moitié aux niveaux observés en février 2020. Les services d'hébergement ont augmenté pendant sept mois consécutifs, mais sont demeurés inférieurs de 16 % aux niveaux pré-pandémiques.

L'activité a diminué dans les restaurants et les bars à l'automne, après avoir augmenté à la fin du printemps et pendant l'été. De juin à août, les volumes dans ces établissements ont augmenté rapidement à mesure que les ménages ont consacré davantage d'argent aux dépenses à l'extérieur du domicile à la suite des mesures de confinement du printemps¹. La production des services de restauration et des débits de boissons a ensuite diminué en septembre et en octobre, parallèlement au resserrement des restrictions liées au variant Delta, puis de nouveau à la fin de l'année, lors de l'entrée en vigueur des mesures relatives au variant Omicron. En fin d'année, les niveaux d'activité de ces établissements étaient inférieurs de 12 % à leur niveau de référence d'avant la pandémie de COVID-19.

La production du secteur des arts, des spectacles et des loisirs est demeurée inférieure d'environ 25 % à son niveau pré-pandémique à la fin de l'année, malgré les hausses enregistrées au cours de six des sept derniers mois.

L'augmentation de l'extraction des ressources a appuyé la croissance de la production au cours du deuxième semestre de 2021. L'extraction minière, l'exploitation en carrière, et l'extraction de pétrole et de gaz a augmenté de façon constante de mai à octobre, avant d'enregistrer des baisses consécutives jusqu'à la fin de l'année. La production en fin d'année était essentiellement la même qu'avant la pandémie.

1. La forte reprise enregistrée dans les services d'hébergement et de restauration pendant les mois d'été a contribué de façon importante à la croissance du PIB global au troisième trimestre.

Les entreprises continuent de renforcer leurs plans d'immobilisations

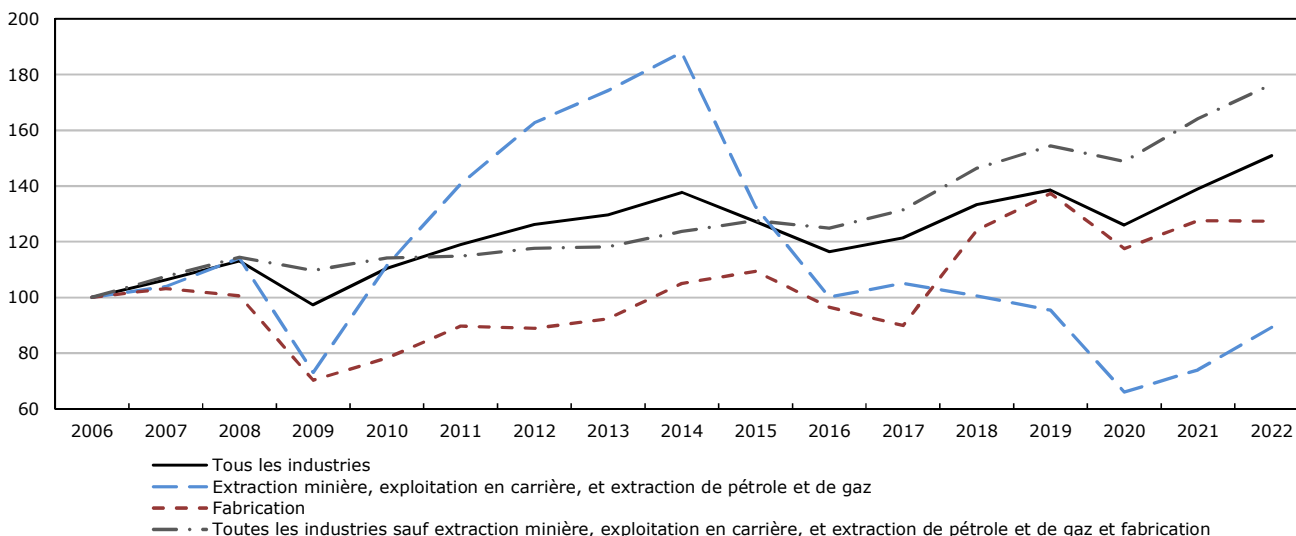
Les organisations du secteur privé s'attendent à dépenser près de 8 % de plus en immobilisations corporelles en 2022, les dépenses en immobilisations prévues ayant augmenté pour revenir aux niveaux observés avant la pandémie de COVID-19. Les dépenses plus élevées prévues dans les structures représentent les deux tiers de l'augmentation prévue des dépenses privées. Les intentions d'investissement des organisations du secteur public ont augmenté de près de 10 % en 2022 et sont actuellement supérieures du quart à leur niveau de référence prépandémique.

Contrairement aux dépenses publiques qui ont augmenté de façon marquée au cours des dernières années, les dépenses du secteur privé en structures et en M et E ont suivi une tendance à la baisse depuis la diminution prononcée des prix du pétrole au milieu des années 2010. Les intentions du secteur privé en 2022 demeurent inférieures de près de 10 % au niveau record observé en 2014, lorsque la croissance des dépenses en immobilisations était en grande partie attribuable à la hausse des dépenses en Alberta.

Graphique 4

Dépenses en immobilisations, actifs corporels, industriel sélectionnés

indices 2006=100



Notes: Les données pour 2021 sont des estimations réelles préliminaires ; les données pour 2022 sont des intentions.

Source: Statistique Canada, tableau 34-10-0035-01.

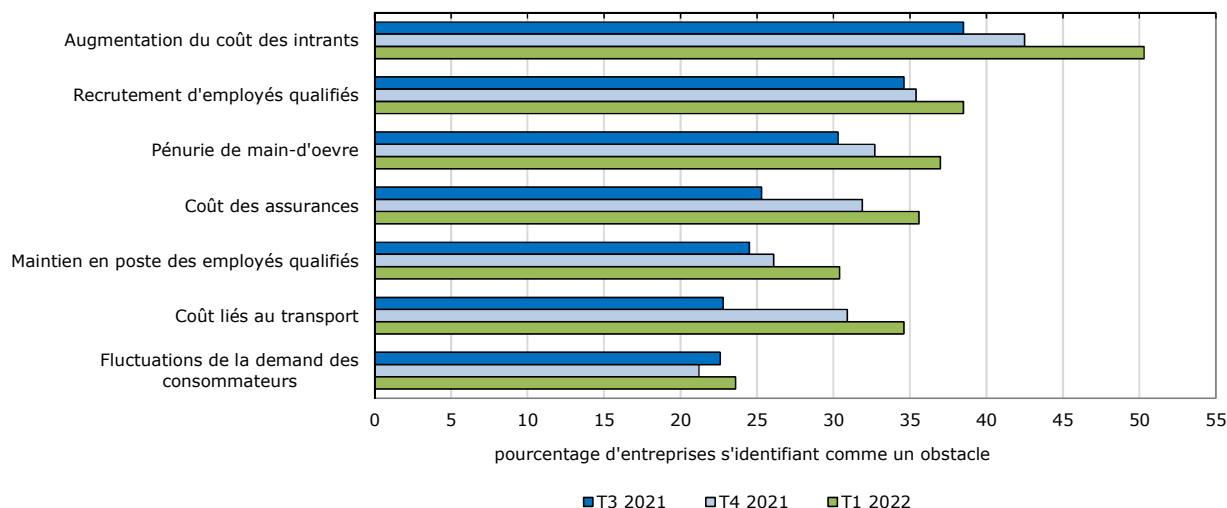
Malgré la forte pression à la hausse sur les prix du pétrole et des produits de base, les dépenses en immobilisations prévues pour 2022 dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz demeurent inférieures aux niveaux observés avant la pandémie. Se situant à 43 milliards de dollars, les intentions d'exploitation minière, pétrolière et gazière ont augmenté d'environ 20 % par rapport au niveau de 2021, mais demeurent inférieures de 6 % aux niveaux de 2019 et inférieures de plus de 50 % aux niveaux records enregistrés en 2014. Les intentions d'investissement des fabricants en 2022 ont peu varié par rapport aux niveaux de dépenses de 2021, la baisse des dépenses prévues en structures contrebalançant la hausse des dépenses en matériel et équipement. Les intentions totales pour 2022 dans le secteur de la fabrication demeurent inférieures de 7 % à leur niveau de référence prépandémique de 2019.

La hausse du coût des intrants et les pénuries de main-d'œuvre assombrissent les perspectives

Les plus récentes données de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises suggèrent que les obstacles liés au coût des intrants ainsi qu'au recrutement et au maintien en poste de la main-d'œuvre se généralisent. Au premier trimestre de 2022, la moitié des entreprises s'attendent à ce que la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre, au capital, à l'énergie ou aux matériaux soit un obstacle au cours des prochains mois, comparativement à 43 % à la fin de 2021. Cela comprend près des trois quarts des fabricants et des deux tiers des entreprises des services d'hébergement et de restauration. En outre, plus du tiers des entreprises prévoient des obstacles liés aux coûts de transport et des assurances.

Graphique 5

Obstacles attendus à surmonter par les entreprises au cours des trois prochains mois



Source : Enquête canadienne sur la situation des entreprises (ECSE), le deuxième et le troisième trimestres, 2021. Voir Statistique Canada tableaux 33-10-0364-01, 33-10-0400-01, et 33-10-0469-01.

De même, au premier trimestre, 37 % des entreprises s'attendent à ce que les pénuries de main-d'œuvre soient un obstacle au cours des trois prochains mois, comparativement à 33 % à la fin de 2021. Cela comprend près de la moitié des entreprises des secteurs de la fabrication et de la construction, et près des deux tiers de celles des services d'hébergement et de restauration². Près de quatre entreprises sur dix prévoient éprouver de la difficulté à recruter des employés qualifiés.

De nombreuses entreprises ajustent leurs plans salariaux. Plus de 4 sur 10 (dont plus de 60 % dans le secteur des services d'hébergement et de restauration) s'attendent à augmenter les salaires de leurs employés actuels au cours de la prochaine année.

2. Les postes vacants sont demeurés élevés tout au long du deuxième semestre de 2021, parallèlement au renforcement de l'activité économique. Le nombre de postes vacants à la fin de l'année s'élevait à près de 900 000, en hausse de plus de 400 000 par rapport aux niveaux observés en décembre 2020. Environ la moitié de cette augmentation reflète la hausse des postes vacants dans les services d'hébergement et de restauration. Le taux de postes vacants global fin 2021 était de 5,2 %, en hausse par rapport à 3,0 % au quatrième trimestre de 2019.

L'inflation globale des prix à la consommation atteint son plus haut niveau en 30 ans

L'inflation globale des prix à la consommation s'est accélérée au deuxième semestre de 2021, dépassant pour la première fois en plus de trois décennies la barre des 5 % en janvier 2022. Janvier a été le dixième mois consécutif au cours duquel le taux global a dépassé 3 % et le sixième mois consécutif au cours duquel ce taux a été supérieur à 4 %. Pendant cette période, la hausse des prix de l'essence, du logement, des biens de consommation durables et des aliments a exercé une pression à la hausse sur l'inflation globale, car les perturbations de l'offre et la forte demande ont continué d'alimenter la croissance des prix³.

L'augmentation du prix de l'essence continue d'avoir une incidence sur la hausse de l'inflation des prix à la consommation. Les prix à la pompe, mesurés d'une année à l'autre, ont augmenté de 31,7 % en janvier, ce qui représente le onzième mois consécutif d'augmentations annuelles supérieures à 30 %⁴. En excluant l'essence, les prix à la consommation ont augmenté de 4,3 % en janvier; il s'agit de la plus forte augmentation annuelle depuis la création de cet indice à la fin des années 1990. L'augmentation du prix des aliments et du logement a contribué à cette accélération, les augmentations annuelles pour les deux catégories dépassant le taux global.

Les prix des aliments ont augmenté de façon constante au cours des derniers mois et ont enregistré une hausse de 5,7 % d'une année à l'autre en janvier. Les prix des articles d'épicerie, en hausse de 6,5 %, ont affiché leur plus forte augmentation annuelle depuis 2009. Les augmentations annuelles des prix du bœuf sont demeurées égales ou supérieures à 10 % pour un cinquième mois consécutif, tandis que celles des fruits frais ont dépassé 8 % au début de l'année.

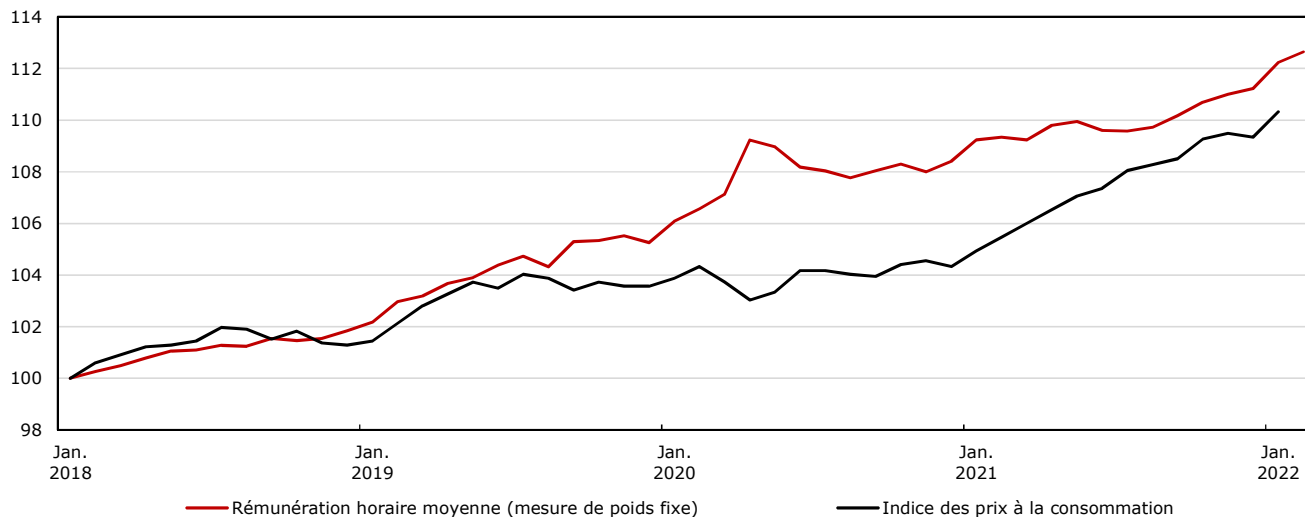
La hausse des coûts liés au logement continue de soutenir l'inflation globale. Les prix des logements en propriété ont augmenté de 6,1 % au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier, car les augmentations annuelles de l'indice du coût de remplacement par le propriétaire (qui reflète en partie les prix des maisons neuves) sont demeurées égales ou supérieures à 10 % pour un neuvième mois consécutif. Pour la première fois depuis la fin de 2019, les augmentations annuelles des prix des logements loués ont dépassé 3 % en janvier.

L'inflation des prix à la consommation dépasse la croissance moyenne des salaires depuis le début de 2021. En janvier, le salaire horaire moyen, ajusté en fonction des changements dans la composition de l'emploi pendant la pandémie, a augmenté de 2,7 % d'une année à l'autre. Si l'on ne tient pas compte des changements dans la composition de l'emploi, le salaire moyen a augmenté de 2,4 %, ce qui représente moins de la moitié du rythme de l'inflation globale⁵. Les deux mesures de la croissance annuelle des salaires ont augmenté à un rythme plus rapide en février.

3. Mesurés d'un mois à l'autre, les prix à la consommation ont augmenté de façon constante au cours des 11 premiers mois de 2021, puis ils ont légèrement baissé en décembre. Les prix ont ensuite augmenté de 0,9 % de décembre à janvier et ont enregistré leur plus forte augmentation mensuelle depuis cinq ans.
4. Les augmentations des prix de l'essence, mesurées d'une année à l'autre, ont atteint en moyenne 35,8 % au deuxième semestre de 2021 et ont dépassé 40 % en octobre et en novembre.
5. Les deux estimations du salaire horaire moyen sont fondées sur les données de l'Enquête sur la population active. La rémunération hebdomadaire moyenne, y compris les heures supplémentaires, fondée sur les données sur la paie de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, a augmenté de 1,7 % au cours des 12 mois ayant pris fin en décembre 2021.

Graphique 6
Rémunération horaire moyenne des salariés et prix à la consommation

indice Janvier 2018=100



Sources: Enquête sur la population active, tabulations spéciales et Statistique Canada tableau 18-10-0004-01.

L'emploi enregistre une forte croissance parallèlement à l'intensification de l'activité économique

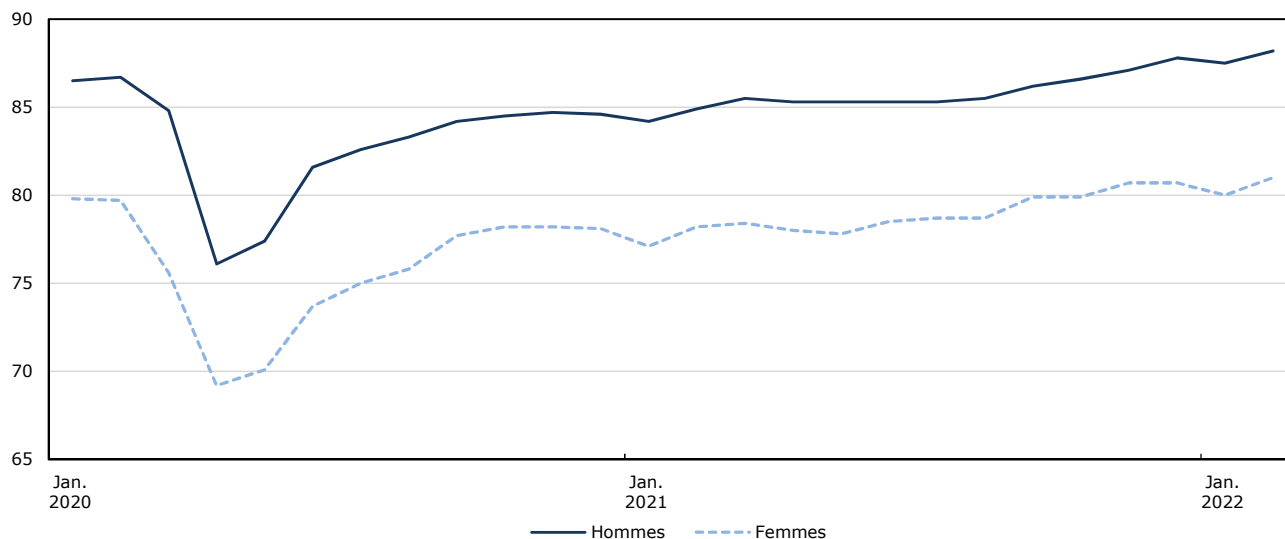
L'emploi a augmenté de façon marquée au cours du deuxième semestre de 2021, alors que le chômage et la sous-utilisation de la main-d'œuvre suivaient une tendance à la baisse vers leurs niveaux pré-pandémiques. Les augmentations nettes de l'emploi de mai à décembre se sont chiffrées à près de 800 000, alors que l'activité économique s'est intensifiée à la suite du resserrement des restrictions liées au variant Gamma au printemps. L'emploi total a progressé en septembre pour revenir à son niveau de référence observé avant la COVID-19, puis il a augmenté d'un quart de million de plus au quatrième trimestre.

L'emploi chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif et les jeunes a augmenté de façon marquée au cours du deuxième semestre de 2021. À la fin de l'année, le taux d'emploi chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif était de 84,2 %, soit un point de pourcentage au-dessus de son niveau de référence pré-pandémique, reflétant de solides gains d'emplois cumulés tant chez les hommes que chez les femmes du principal groupe d'âge actif (graphique 7). Les taux d'emploi chez les jeunes hommes et jeunes femmes se sont également entièrement redressés pour revenir à leur niveau pré-pandémique.

Des différences marquées dans le rythme de la reprise de l'emploi ont persisté dans les principaux secteurs d'activité. À la fin de 2021, les baisses cumulatives de l'emploi dans le secteur des services d'hébergement et de restauration sont demeurées supérieures à 200 000, tandis que l'emploi dans le commerce de détail s'était redressé pour revenir à son niveau pré-pandémique, stimulé par les hausses enregistrées au cours de l'automne. En revanche, à la fin de l'année, l'emploi dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques dépassait de plus de 180 000 le niveau observé en février 2020.

Graphique 7
Taux d'emploi par sexe, 25 à 54 ans

pourcentage



Source: Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

L'emploi rebondit avec l'assouplissement des restrictions liées à Omicron

L'emploi total a diminué de 200 000 en janvier, en raison des répercussions du resserrement des restrictions liées au variant Omicron sur les secteurs des services traitant directement avec les clients. Les baisses observées chez les jeunes ont été à l'origine de plus des deux tiers de la diminution globale, sous l'effet des reculs observés. Les baisses survenues dans le secteur des services d'hébergement et de restauration se sont chiffrées à 113 000. Le taux de chômage a augmenté pour atteindre 6,5 %, en raison d'une hausse marquée des mises à pied temporaires, tandis que les absences du travail en raison d'une maladie ou d'une incapacité ont atteint des niveaux records.

L'impact d'Omicron sur le marché du travail a été de courte durée. L'emploi a bondi en février, compensant largement la baisse globale de janvier. L'emploi total a augmenté de 337 000, principalement grâce à des gains chez les travailleurs du noyau et chez les jeunes. Les gains dans les services d'hébergement et de restauration ont entièrement compensé les fortes pertes de janvier, tandis que l'emploi dans les services d'information, de culture et de loisirs a dépassé son niveau d'avant la COVID pour la première fois. Les services professionnels, scientifiques et techniques et la construction ont également affiché des gains notables.

Le taux de chômage est tombé à 5,5 % en février, légèrement en dessous de son niveau de référence d'avant la pandémie, tandis que le taux chez les travailleurs d'âge moyen est tombé à 4,4 %. Le taux d'emploi chez les hommes du groupe d'âge principal a atteint un sommet en 40 ans et a atteint des niveaux record chez les femmes du groupe d'âge principal.

Les absences du lieu de travail ont fortement diminué en février, tandis que le nombre total d'heures travaillées a dépassé son niveau de référence d'avant la pandémie, atteignant également un niveau record.

Références

Statistique Canada. s.d. [Nouvelles économiques canadiennes](https://www.statcan.gc.ca/fr/quo/bdd/nec/index). Dernière mise à jour le 10 mars 2022. Disponible au lien suivant : <https://www.statcan.gc.ca/fr/quo/bdd/nec/index> (consulté le 10 mars 2022).

Statistique Canada. s.d. [Tableau de bord sur l'économie du Canada et la COVID-19](https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2020009-fra.htm?HPA=1). Dernière mise à jour le 10 mars 2022. Disponible au lien suivant : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2020009-fra.htm?HPA=1> (consulté le 10 mars 2022).

Statistique Canada. 2021. [La COVID-19 au Canada : le point de fin d'année sur les répercussions sociales et économiques](https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2021003-fra.htm). Produit n° 11-631-X au catalogue, 22 décembre. Ottawa, Statistique Canada. Disponible au lien suivant : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2021003-fra.htm> (consulté le 22 décembre 2021).

Statistique Canada. 2022. [La COVID-19 au Canada : le point sur les répercussions sociales et économiques après deux ans](https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/11-631-X2022001). Produit n° 11-631-X au catalogue, 11 mars. Ottawa, Statistique Canada. Disponible au lien suivant : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/11-631-X2022001> <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fra/catalogue/11-631-X2022001> (consulté le 10 mars 2022).